

# CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

---

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*  
Affaire Numéro CV96-4849

## **Décision d'attribution certifiée**

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 1]<sup>1</sup>,  
agissant également en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ],

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 2],

et en faveur du requérant [SUPPRIMÉ 3],  
agissant également en qualité de représentant de [SUPPRIMÉ]

## **concernant le compte bancaire de Charles Bloch**

Numéros des requêtes: 216115/AY, 216868/AY, 216869/AY, 216949/AY, 217650/AY

Montant de la décision d'attribution : 47,400.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ 1], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 1] ») concernant les comptes de [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]; sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 2] ») concernant les comptes de [SUPPRIMÉ] et de [SUPPRIMÉ]; et sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 3] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ 3] ») concernant le compte de [SUPPRIMÉ]<sup>2</sup>. Cette décision d'attribution concerne le compte de Charles Bloch auprès de la succursale bâloise de la banque (ci-après : « la Banque »). Dans la présente décision, il est fait mention des requérants [SUPPRIMÉ 1], [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ensemble comme « les requérants ».

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque – comme en l'espèce – le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

---

<sup>1</sup> Dans ses requêtes, la requérante [SUPPRIMÉ 1] agit également comme représentante de [SUPPRIMÉ 3], qui a soumis une requête séparée concernant le compte de [SUPPRIMÉ].

<sup>2</sup> Les requêtes revendiquant ces comptes feront l'objet des décisions séparées.

## Informations fournies par les requérants

Les requérants ont soumis des formulaires de requête dans lesquels ils identifient le titulaire du compte, Charles Bloch, comme étant le grand-père des requérantes [SUPPRIMÉ 1] et [SUPPRIMÉ 2] et l'arrière-grand-père du requérant [SUPPRIMÉ 3]. Les requérants indiquent que Charles Bloch, qui était juif, avait épousé [SUPPRIMÉ], qui n'était pas juive, et qu'ils avaient eu quatre enfants : [SUPPRIMÉ]; [SUPPRIMÉ], née Bloch; [SUPPRIMÉ], née Bloch, la mère de la requérante [SUPPRIMÉ 1] et la grand-mère du requérant [SUPPRIMÉ 3]; et [SUPPRIMÉ], le père de la requérante [SUPPRIMÉ 2]. Lors d'une conversation téléphonique avec le CRT le 5 mars 2003, la requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que son grand-père avait été né en 1856 à Strasbourg, France, où il avait vécu jusqu'à l'âge de 14 ans lorsque la famille avait déménagé à Paris, France. Les requérants indiquent que Charles Bloch résidait au 82 Av. Niel, Paris 17<sup>e</sup>, et qu'il travaillait à la Bourse comme courtier (*coulissier*). Selon les requérants, Charles Bloch est décédé à Paris en 1930.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, lorsque les Nazis occupèrent la France, la requérante [SUPPRIMÉ 1] et sa famille la plus proche furent contraints de fuir Paris. En un premier temps ils arrivèrent à Limoges et ensuite ils arrivèrent à Lameize, un petit village. A la fin de la Guerre, la famille de la requérante retourna à Paris. En outre, la requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare que son oncle, [SUPPRIMÉ], fut capturé par les Nazis et qu'il est mort à Bordeaux, peu de temps avant sa déportation prévue. Lors d'une conversation téléphonique avec le CRT le 21 octobre 2002, la requérante [SUPPRIMÉ 2] indique qu'elle et sa mère avaient résidé à Paris durant l'occupation nazie de la France et qu'un de ses cousins avait péri dans un camp de concentration. Dans une lettre incluse dans sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 2] explique que dû à son nom et à ses origines, elle avait souffert de la discrimination, elle avait été insultée et menacée, mais qu'elle n'avait jamais été déportée car sa mère n'était pas juive.

A l'appui de sa requête la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis l'acte de mariage de ses parents, un livret de famille et un document officiel issu par un notaire public identifiant les noms des membres de sa famille. La requérante [SUPPRIMÉ 1] déclare être née le 15 mars 1914 à Paris. La requérante [SUPPRIMÉ 1] représente son neveu, [SUPPRIMÉ 3], né le 12 janvier 1930 à Paris. La requérante [SUPPRIMÉ 1] représente également sa nièce [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 12 avril 1953 à Paris.

A l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 2] a soumis plusieurs documents, notamment le livret de famille de ses parents et son propre acte de mariage. La requérante [SUPPRIMÉ 2] indique être née à Paris le 2 décembre 1927.

A l'appui de sa requête, le requérant [SUPPRIMÉ 3] a soumis l'acte de mariage de ses parents et un livret de famille comprenant les noms des membres de sa famille. Le requérant [SUPPRIMÉ 3] déclare être né le 12 janvier 1930 à Paris. Le requérant [SUPPRIMÉ 3] représente sa sœur [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], née le 28 avril 1933 à Paris.

## **Informations contenues dans les documents bancaires**

Les documents bancaires consistent en une liste de titulaires de comptes résidant en Alsace-Lorraine et en des extraits imprimés de la banque de données de la Banque. Il ressort de ces documents que le titulaire du compte était Charles Bloch, résidant au 5 Rue Herder, Strasbourg, France. Il ressort des documents bancaires que le titulaire du compte était en possession d'un compte de type inconnu, numéro 33568. Les documents bancaires n'indiquent pas la date d'ouverture ni de fermeture du compte et ils n'indiquent pas non plus le solde dans ce compte.

Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette Banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») n'ont pas trouvé ce compte dans le système de comptes ouverts de la Banque et, par conséquent, ils ont présumé qu'il était fermé. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir pas trouvé d'indices d'activité dans ce compte après 1945. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que le titulaire du compte ou ses héritiers aient fermé le compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

## **Analyse effectuée par le CRT**

### Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les trois requêtes des requérants [SUPPRIMÉ 1], [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] en une seule procédure.

### Identification du titulaire du compte

Les requérants ont identifié le titulaire du compte de façon plausible. Le nom du parent des requérants et sa ville de naissance correspondent au nom publié et à la ville de résidence publiée du titulaire du compte. Le CRT note qu'il a déjà attribué une décision d'attribution à la requérante [SUPPRIMÉ 2] concernant les comptes de [SUPPRIMÉ] et de [SUPPRIMÉ], qui étaient le fils et la belle-fille du titulaire du compte, en base à l'identification par la requérante de l'information non publiée concernant [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]. Le fait que la requérante [SUPPRIMÉ 2F] a été en mesure de soumettre des informations non publiées relatives à son lien avec [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] et au lien entre ces derniers et le titulaire du compte, renforce l'identification faite de Charles Bloch, le père et le beau-père de [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ], comme étant le titulaire du compte. Le CRT note qu'il n'a pas reçu de requêtes supplémentaires revendiquant ce compte.

### Le titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Les requérants ont démontré qu'il est plausible que le titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Le parent des requérants était juif et bien qu'il soit mort à Paris en 1934, les membres de sa famille l'ayant survécu avaient été contraints de prendre la fuite lors de l'invasion nazie de la France et son fils, [SUPPRIMÉ], avait été capturé par les Nazis et était mort à Bordeaux, peu de temps avant sa déportation prévue. En outre, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a indiqué que lorsque les Nazis ont envahi la France, sa proche famille avait été contrainte à fuir Paris et la requérante [SUPPRIMÉ 2] a indiqué qu'à l'époque, elle avait été insultée et avait souffert de discriminations et de menaces en raison de ses origines juives.

### Le lien de parenté entre les requérants et le titulaire du compte

Les requérants ont rendu vraisemblable qu'ils sont apparentés au titulaire du compte, en soumettant des documents démontrant qu'il était le grand-père des requérantes [SUPPRIMÉ 1] et [SUPPRIMÉ 2] et l'arrière-grand-père du requérant [SUPPRIMÉ 3].

### Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 (voir Annexe A) des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte. Sur la base de sa jurisprudence et des Règles, le CRT applique des présomptions pour déterminer si les titulaires de comptes ou leurs héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

### Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles. En second lieu, les requérantes [SUPPRIMÉ 1] et [SUPPRIMÉ 2] ont démontré de manière plausible que le titulaire du compte était leur grand-père et le requérant [SUPPRIMÉ 3] a démontré de manière plausible que le titulaire du compte était son arrière-grand-père, et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

### Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, le titulaire du compte détenait un compte de type inconnu. En application de l'article 29 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, la valeur moyenne en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisée pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation effectuée par l'ICEP qu'en 1945 la valeur moyenne d'un compte de type inconnu était de 3,950.00 francs suisses. Conformément

à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle du montant précité est obtenue en le multipliant par un facteur de 12, pour produire un montant total d'attribution de 47,400.00 francs suisses.

### Répartition du montant de la décision d'attribution

En application des principes de distribution de l'article 23 des Règles, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales entre les descendants du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. Lorsque l'enfant du titulaire du compte est décédé mais que les descendants de cet enfant sont en vie et ont soumis une requête sur le compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte correspondant à l'enfant décédé à parts égales entre ses descendants. Par conséquent, la requérante [SUPPRIMÉ 2] a le droit de se voir attribuer la moitié du montant d'attribution. La requérante [SUPPRIMÉ 1] et [SUPPRIMÉ], représentée dans cette procédure par la requérante [SUPPRIMÉ 1], ont chacune le droit de recevoir un sixième du montant d'attribution. Le requérant [SUPPRIMÉ 3] et sa sœur [SUPPRIMÉ], représentée dans cette procédure par le requérant [SUPPRIMÉ 3], ont chacun le droit de recevoir un douzième du montant d'attribution.

### **Portée de la décision d'attribution**

Le CRT informe les requérants que, conformément à l'article 20 des Règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels ils auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

### **Certification de la décision d'attribution**

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal  
Le 21 avril 2003

**Seule la version originale en langue anglaise fait foi**

**APPENDICE A**

**ARTICLE 28 DES RÈGLES DE PROCÉDURE POUR LE RÈGLEMENT DES  
REQUÊTES -- (tel qu'amendé)**

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte, les ayant droits économiques ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie<sup>1</sup> :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent l'existence de persécutions ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte ou l'ayant droit économique possédaient d'autres comptes qui sont ouverts mais en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque, fermés en raison du prélèvement de frais ou fermés et dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou

---

<sup>1</sup> Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War : Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au III<sup>e</sup> Reich, du *Generalgouvernement* de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

- g) le seul titulaire ou ayant droit économique survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte, l'ayant droit économique et/ou leurs héritiers n'auraient pas pu obtenir des informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers, par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée<sup>2</sup> ; ou
- i) le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers ont reçu les avoirs du compte.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Voir également Rapport final de la Commission Bergier, pages 443-444, 446, ainsi que le Rapport de l'ICEP, pages 81-83 .

<sup>3</sup> Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destruction de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir Albers v. Credit Suisse, 188 Misc. 229, 67 N.Y.S.2d 239 (N.Y. City Ct. 1946) ; Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." Ibid., page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5 ; In re Holocaust Victim Asset Litig., 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications". De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des *comptes sans héritiers*, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7

---

juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivait durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. Reilly v. Natwest Markets Group, Inc., 181 F3d 253, 266-268 (2<sup>nd</sup> Cir. 1999) ; Kronisch v. United States, 150 F3d 112, 126-128 (2<sup>nd</sup> Cir. 1998).